



## Coordination romande sur le génie génétique

Neuchâtel, le 15 mai 2013

**Communiqué de presse**

### **La coexistence n'est pas une voie acceptable pour l'agriculture suisse**

**StopOGM<sup>1</sup> s'engage depuis des années pour une interdiction de la culture de plantes génétiquement modifiées (PGM) en Suisse. Les PGM n'offrent aucun avantage économique ou écologique pour l'agriculture Suisse. Elles sont refusées par une large majorité des producteurs et des consommateurs. Dans ces conditions, à l'instar d'une majorité des cantons, des associations de producteurs, de consommateurs et de protection de l'environnement, StopOGM n'entre pas en matière sur les propositions du Conseil fédéral concernant la coexistence.**

Le délai de réponse à la consultation fédérale sur les modifications de la Loi sur le génie génétique (LGG) et l'ordonnance sur la coexistence échoie aujourd'hui. Du point de vue de StopOGM<sup>2</sup>, la modification de la LGG tient du « projet fantôme ». Elle prépare le terrain à une forme de production qu'une large majorité de la population ne souhaite pas et qui n'apporte rien d'utile à l'agriculture, ainsi que l'a clairement démontré le Pôle de recherche national 59. Une étude du PNR59 a également démontré que la coexistence induirait des coûts supplémentaires et ceci sans que l'étude inclue les coûts pour la production sans OGM (Bio, Bio Suisse, IP Suisse) et les coûts pour une séparation efficace des filières !

Un régime de coexistence n'est pas envisageable en Suisse, au vu de la taille restreinte des exploitations agricoles. Les distances d'isolation proposées sont totalement insuffisantes. Les coûts d'une production en parallèle avec et sans OGM seront à coup sûr très élevés. Les producteurs, transformateurs, distributeurs et consommateurs rejettent ainsi l'introduction risquée et coûteuse des OGM à une très large majorité. Récemment encore, dans le cadre de la charte « Stratégie Qualité de l'agriculture et de la filière alimentaire suisses », tous les acteurs agricoles ont clairement exprimé leur refus des organismes génétiquement modifiés<sup>3</sup>.

Aujourd'hui, la Suisse toute entière est une zone sans OGM. Ceci doit également continuer à être le cas à l'avenir, c'est un argument de poids pour la qualité. Si le Conseil fédéral devait persister dans sa volonté, StopOGM propose d'inverser le paradigme. Les coûts de production et de procédure doivent être entièrement supportés par la filière de production OGM, en créant non pas des zones sans OGM, mais des zones « avec OGM » où les OGM seraient tolérés aux conditions strictes de coexistence. Ainsi, ceux qui veulent aller à l'encontre de l'avis de la majorité doivent produire la

---

<sup>1</sup> StopOGM est une organisation faîtière qui réunit plus de 20 organisations de producteurs, défense des consommateurs, défense de l'environnement, défense des animaux et d'aide au développement.

<sup>2</sup> Notre prise de position complète est téléchargeable ici : [www.stopogm.ch](http://www.stopogm.ch)

<sup>3</sup> <http://www.qualitaetsstrategie.ch/fr>

preuve de la faisabilité de leur projet, en assumer les risques et les coûts et convaincre une majorité des agriculteurs et de la population d'adhérer à leur vision.

La liberté de choix sur ce qui doit être produit, transformé et consommé en Suisse, ancrée dans Loi sur les denrées alimentaires, doit également être prise en compte. Pour StopOGM, les propositions du Conseil fédéral ne sont pas acceptables et nous les rejetons. StopOGM rejoint ainsi les propositions de la Commission fédérale d'éthique pour la biotechnologie dans le domaine non humain (CENH) qui considère la liberté de choix non pas comme un droit de revendication, mais comme un droit de refus. L'Etat n'est ainsi pas tenu de garantir l'accès aux plantes GM, mais doit garantir le droit des citoyens à refuser les OGM.

*Pour de plus amples informations :*

Dr. Luigi D'Andrea, Chargé d'affaires pour StopOGM, 077 400 7043

Fabien Fivaz, Président de StopOGM, 078 740 06 51